

ACTION HABITAT

LE MAGAZINE
DU LOGEMENT
ACCOMPAGNÉ
UNAFO

#69

ÉTÉ 2024



P04

À LA UNE – L'accès au logement des saisonniers

P08

FOCUS – Pas de plein emploi sans logement d'insertion

P09

RÉTROSPECTIVE – Semaine des pensions de famille : bonne humeur et convivialité aux quatre coins de France

P17

FOCUS – La santé : un enjeu majeur

FAMILLES MONOPARENTALES :
le Logement Accompagné s'adapte pour mieux les accueillir

SOMMAIRE



04 LA VIE DU RÉSEAU

Action Habitat n° 69
Eté 2024

Directeur de publication :
Olivier Rigault

Comité de rédaction :

Arnaud de Broca, Jordan Chevreau,
Bertrand Declémont, Stéphane Dulon,
Jacques Dupoyet, Anne Gobin,
Mathilde Marantz, Loïc Richard,
Chloé Saily-Marchand

Rédaction : Pierre-Alexis Étienne

Photo de couverture :

©Ljubisa Danilovic
ALJT - Bondy (93)

Photos :

Ljubisa Danilovic et DR

Création et réalisation : BRIEF

Impression : Perfectmix sur
du papier issu de forêts gérées
durablement – Juillet 2024

Dépôt légal à parution

ISSN 2416-5212

Unafo
10 rue des Bluets - 75011 Paris
Tél. 0140 71 71 10
contact@unafo.org
www.unafo.org



09 RÉTROSPECTIVE Semaine des pensions de famille : bonne humeur et convivialité aux quatre coins de France



08 FOCUS Pas de plein emploi sans logement d'insertion



12 DOSSIER Quand le Logement Accompagné s'adapte pour mieux accueillir les familles monoparentales



17 FOCUS La santé : un enjeu majeur

AGENDA

SEMAINE DU LOGEMENT ACCOMPAGNÉ

■ DU 2 AU 6 DÉCEMBRE 2024

RENCONTRES DU LOGEMENT ACCOMPAGNÉ

■ 3 ET 4 DÉCEMBRE 2024 - à Metz

LES FORMATIONS À VENIR

Gestion immobilière : l'état des lieux - en *blended learning*

■ 20 SEPTEMBRE 2024 - en distanciel

■ 3 OCTOBRE 2024 - en présentiel, à Paris

Accompagnement social : la gestion locative - en *blended learning*

■ DU 11 AU 17 SEPTEMBRE 2024

Matinées des 11 et 12 septembre - en distanciel

Journées des 16 et 17 septembre - en présentiel, à Paris

La prévention et la gestion des impayés - en *blended learning*

■ DU 4 AU 8 OCTOBRE 2024

4 octobre - en distanciel

7 et 8 octobre - en présentiel, à Paris



Plus d'informations sur
www.unafo.org

ÉDITO



OLIVIER RIGAULT,
Président de l'Unafo

SOLIDARITÉS

À

l'heure où nous bouclons notre magazine, nous ne connaissons pas encore toutes les conséquences politiques des élections législatives. On peut toutefois affirmer que l'instabilité gouvernementale que nous critiquions déjà dans notre dernier magazine va se prolonger.

Au-delà d'un changement de Gouvernement, les compromis politiques rendus nécessaires rendent les politiques du logement et de solidarité à ce stade très floues, les propositions étant très différentes selon les partis en présence. Si l'un revendique la préférence nationale dans l'accès au logement social, l'autre annonce la relance de la construction de logements sociaux et la revalorisation des aides au logement, alors que la majorité en place a fait son *mea culpa* de « ne pas avoir assez fait pour l'accès au logement des jeunes ».

GG

Il est [...] clair pour l'Unafo qu'une politique du logement et de la ville ne peut se construire sur des valeurs d'exclusion. La France a besoin d'une politique de solidarité [...].

GG

de plus en plus leur place dans les résidences sociales, ce qui, pour nos adhérents, posent également des questions concernant notamment l'accompagnement, sans occulter les sujets liés au bâti et à son financement.

Être solidaires avec les personnes logées, c'est également prendre en compte leurs problématiques liés à la santé. Là aussi nos adhérents se mobilisent, s'organisent sur ce sujet, vont parfois au-delà des missions de gestion locative sociale, même si les financements sont souvent compliqués à obtenir.

Il est, en tous les cas, clair pour l'Unafo qu'une politique du logement et de la ville ne peut se construire sur des valeurs d'exclusion. La France a besoin d'une politique de solidarité dont l'un des principaux piliers doit être l'accès à un logement pour tous.

Lors de notre Assemblée générale qui a confirmé le dynamisme de notre Union, impliquée sur de nombreux chantiers et qui a accueilli ces dernières semaines encore six nouveaux adhérents, nous avons rappelé les valeurs de l'Unafo, autour de la solidarité, de la citoyenneté et du droit au logement pour tous. Depuis la création des foyers de travailleurs migrants, à partir des années 1950 pour loger ceux qui ont contribué à la reconstruction de notre pays, jusqu'aux résidences sociales et les foyers de jeunes travailleurs actuels, nos associations et leurs salariés sont aux premières lignes des politiques d'intégration, de lien social et de solidarité.

Nos associations sont solidaires. C'est ce que nous avons voulu montrer une nouvelle fois dans ce magazine. Alors que les familles monoparentales, dont le taux de pauvreté a bondi de 32,3 % selon l'Insee, sont confrontées à de multiples problématiques, dont celles centrales de l'accès au logement, elles trouvent



À LA une

L'ACCÈS AU LOGEMENT DES SAISONNIERS

La période estivale n'y est peut-être pas pour rien, mais l'accès au logement des saisonniers fait l'objet ces dernières semaines de multiples attentions, sous le regard de l'Unafo qui rappelle le rôle majeur joué par le Logement Accompagné.

Le Conseil Économique Social et Environnemental (CESE) a adopté le 29 mai un avis intitulé « Se loger dans les territoires pour exercer une activité saisonnière ». Soulignant que les possibilités de logement susceptibles d'être proposées constituent désormais un paramètre important quant à l'attractivité des postes de saisonniers offerts, **le CESE donne, dans le foisonnement des initiatives, toute sa place aux résidences sociales.**

Cohérence des politiques

L'avis est construit autour de quatre axes, dans lesquels se retrouve l'Unafo :

- renforcer la cohérence des politiques publiques ;
- créer un cadre d'action législatif, réglementaire et fiscal ;
- accompagner le développement de projets collectifs mutualisés ;
- répondre aux attentes des salariés saisonniers.

L'Unafo soutient notamment **les propositions visant à créer un délégué interministériel du logement saisonnier et à donner les moyens nécessaires aux gestionnaires de résidences sociales pour leur permettre d'exercer leurs missions**, « en actualisant les enveloppes de soutien aux associations pour l'aide à la gestion locative sociale ».



Il appartient maintenant à l'État de s'appuyer sur cet avis pour renforcer avec l'ensemble des acteurs la feuille de route définie en juin 2023.

Garantie Visale

Action Logement étend désormais la garantie Visale aux travailleurs saisonniers. La disposition s'applique à tout type de logement et donc aussi aux résidences sociales et foyers de travailleurs, à l'exception des tentes, camping-cars et des logements loués à des plateformes. Le contrat doit comprendre explicitement la mention de saisonnier et la résidence du salarié doit se situer en dehors de son bassin d'emploi. **La protection permet de sécuriser contre les impayés et les dégradations pour une durée d'occupation d'un à neuf mois maximum pour un montant de loyer ne dépassant pas 600€ (800€ en région Île-de-France).**





ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Dans un contexte politique particulier, l'Unafo a réuni son Assemblée générale le 11 juin dernier. Les débats ont permis de revenir à cette occasion sur les événements marquants de l'année 2023, mais aussi de se projeter sur les enjeux de 2024. **Le modèle économique des résidences sociales reste un des sujets majeurs de préoccupation et de mobilisation de notre Union** : le conforter revient à renforcer l'accompagnement des personnes logées. Comme en 2023, l'animation de nos adhérents dans les territoires sera un des axes de nos actions en 2024.

L'Assemblée générale a adopté à l'unanimité le rapport d'activité, ainsi que les comptes de l'association, qui montrent une gestion saine. Par ailleurs, Jérôme Cacciaguerra (ALJT), Guillaume Brugidou (Alfi) et Jean-Marc Calmel (Accors) ont été renouvelé dans leur mandat d'administrateurs. Par ailleurs, Lydie Renard (Aréli), Nicolas Corato (Adef Habitat) et Guillaume Beaurepaire (Alfa 3a) font leur entrée au Conseil d'administration.

Pour en savoir plus :

www.unafo.org/lunafo-en-assemblee-generale

TROIS NOUVEAUX SALARIÉS

L'équipe de l'Unafo s'élargit avec l'arrivée de trois nouveaux salariés :

- **Cécilia Lattes** (cecilia.lattes@unafo.org), chargée de mission sur toutes les questions relatives aux liens entre la santé et le logement, qui animera notamment tous les échanges entre les gestionnaires de pensions de famille et résidences accueil ;
- **Solène Baubry** (solene.baubry@unafo.org), chargée de mission d'animation territoriale dans les régions Île-de-France, Bourgogne-Franche-Comté, Centre-Val de Loire et Occitanie ;
- **Pierre Banel** (pierre.banel@unafo.org), chargé de mission d'animation territoriale dans les régions Grand Est, Nouvelle-Aquitaine, Normandie, Bretagne et Pays de la Loire.



L'UNAFO ACCUEILLE 6 NOUVEAUX ADHÉRENTS

Depuis notre dernier magazine, l'Unafo accueille six nouveaux adhérents, dont quatre de La Réunion. Au total, l'Unafo compte 188 adhérents.

■ Fondation Père Favron

Forte d'une expérience construite au cours des 70 dernières années, la Fondation Père Favron est une composante essentielle de l'action sociale, médico-sociale et sanitaire du territoire réunionnais. Elle adhère à l'Unafo pour sa première pension de famille (maison-relais) située dans le sud de l'île de la Réunion (974).

■ Halte du Père Etienne Grienenberger

Constituée en 1999 par un collectif d'associations, elle œuvre au service de la population en grande détresse sociale, en rupture d'hébergement. Elle adhère à l'Unafo pour trois pensions de famille situées à Saint-Denis, Bras Panon et à Sainte-Marie à la Réunion (974).

■ Mission Locale de l'Est réunionnais

Elle se fixe l'objectif de garantir un accès durable à l'emploi pour les jeunes qu'elle accompagne. Pour cela, elle gère une pension de famille/maison-relais liée à une activité d'insertion par l'activité économique à Saint-Benoît (974) et ambitionne d'ouvrir un FJT.

■ Mission locale de l'Ouest de la Réunion

Elle gère un foyer de jeunes travailleurs de 66 logements sur la commune du Port et d'autres logements en ALT sur la commune de Saint-Paul (974). Elle a par ailleurs les activités plus traditionnelles d'une mission locale d'accompagner les jeunes vers l'emploi, la formation, la santé, la mobilité et le logement.

■ Association APREMIS

Présente dans la Somme (80), elle a été constituée pour agir contre l'exclusion sociale, tout particulièrement par l'accompagnement des personnes en situation de mal-logement ou exclues du logement, des personnes placées sous-main de justice, ainsi que leur famille et des personnes sollicitant la protection de la France après avoir dû fuir leur pays.

■ Résidence Jeunes Acacias Colombier (RJAC)

Seul gestionnaire de FJT dans le Loiret (45), l'association propose six résidences comptant 320 logements dont une partie en diffus.



ACCUEIL & PROMOTION : NOUVELLE OUVERTURE À LAON

C'est en septembre prochain qu'ouvrira la résidence Daniel Balavoine de Laon (Aisne - 02). Elle proposera 50 logements tout confort, dédiés aux jeunes travailleurs, apprentis, stagiaires et étudiants, et sera complétée dans quelques mois par une nouvelle pension de famille. Le projet a été porté par l'association Accueil & Promotion en partenariat avec le bailleur OPAL de l'Aisne.

HABITAT & HUMANISME : UN LIEU CHARGÉ D'HISTOIRE

C'est dans une magnifique propriété de Lissieu (Rhône - 69) qu'Habitat & Humanisme a installé une pension de famille de 22 logements, ainsi que 17 logements sociaux indépendants pour des personnes seules, des couples avec ou sans enfants. D'importants travaux de rénovation ont permis d'améliorer le confort thermique et acoustique des bâtiments, et le jardin de la résidence sera mis au service de l'accompagnement des résidents qui pourront participer à l'entretien des ruches et des espaces verts.



COALLIA : DE NOUVELLES PENSIONS DE FAMILLE

Située en plein centre-ville de Montargis (Loiret - 45), la nouvelle pension de famille des Belles Manières accueille 28 logements T1 et T1'. Son ouverture confirme le souhait de Coallia de poursuivre le développement des pensions de famille. Coallia a d'ailleurs profité de la semaine des pensions de famille pour inaugurer d'autres résidences sociales de ce type, notamment celle d'Essômes-sur-Marne (Aisne - 02) installée dans un cadre bucolique.

UDAF 49 : LA RÉSIDENCE ACCUEIL D'OLLONE FÊTE SES 10 ANS

L'UDAF 49 a reçu une centaine de personnes le 31 mai dernier pour fêter les 10 ans de la résidence accueil d'OLLONE à Angers (Maine-et-Loire - 49). Résidents ou futurs résidents, partenaires et curieux se sont réunis pour partager le quotidien du 4 rue Jean d'Alembert, et découvrir l'exposition de portraits de résidents réalisés par la photographe Marine Oger.





HÉNÉO : RÉUNION PLÉNIÈRE DE L'AFFIL

Dans le cadre de la semaine des pensions de famille, l'Association Francilienne pour Favoriser l'Insertion par le Logement (AFFIL) a organisé une rencontre de ses adhérents au sein de la pension de famille Alcyon, ouverte en août 2023 par Hénéo dans le 12^e arrondissement de Paris. L'occasion de revenir sur les premiers mois de vie de la résidence, et d'échanger avec des partenaires comme la Dihal, le Samu Social et la Fondation Abbé Pierre.

LA SAUVEGARDE DU NORD : UN HABITAT INCLUSIF SÉNIORS À ROUBAIX

La résidence « Le Pays », située à moins de 10 minutes à pied du centre-ville de Roubaix (Nord - 59), vient d'ouvrir ses portes. Elle offre un cadre de vie convivial et sécurisant au sein de ses 63 logements du T1 au T3, et vise à favoriser le maintien de l'autonomie et l'inclusion sociale des seniors. Plus qu'un lieu de vie, elle est un début de réponse concrète de l'association La Sauvegarde du Nord dans l'accompagnement personnalisé et l'intégration sociale des personnes en situation de vieillissement.



EN BREF

■ L'association Aléos a obtenu le label Alsace Excellence pour une nouvelle période de trois ans. Délivré par l'Agence de Développement d'Alsace (ADIRA), celui-ci souligne l'engagement d'Aléos en matière de RSE.

■ AATES a procédé à la pose de la première pierre de la future résidence hôtelière à vocation sociale (RHVS) Maryse Bastié de 70 logements, située à Annecy (Haute-Savoie - 74).



■ L'association ARILE va ouvrir en octobre prochain une pension de famille de 24 logements et une résidence sociale de 36 logements à Combs-la-Ville (Seine-et-Marne - 77).



FONDATION ARALIS : UNE AMBITION ENVIRONNEMENTALE

C'est en 2026 que le quartier de L'Autre Soie de Villeurbanne (Rhône - 69) accueillera les 92 logements de la résidence de « La Passerelle ». Ce nouveau projet porté par la Fondation Aralis avec le soutien de la Ville de Villeurbanne, de la Métropole de Lyon, de l'État et d'Action Logement, proposera une pension de famille de 26 logements ainsi qu'une résidence sociale, et sera construit en béton de chanvre pour un impact environnemental moindre. Des matériaux de réemploi seront utilisés dans sa réalisation et le site sera raccordé au réseau de chaleur urbain.

La pose de la première pierre est prévue pour cet automne.



■ Plus de cinquante jeunes ont pu découvrir de nombreux métiers et bénéficier d'un coaching sur la recherche d'emploi, la préparation aux entretiens ainsi que du conseil en image lors de la première édition du « Forum des métiers en fête » organisé par l'ALJT le 1^{er} juin.





PAS DE PLEIN EMPLOI SANS LOGEMENT D'INSERTION

Le logement d'insertion est un levier majeur des politiques de l'emploi, à la fois au service des parcours des personnes logées et accompagnées, mais aussi des dynamiques économiques du territoire. C'est en partant de cette conviction que les Acteurs du Logement d'Insertion ont organisé le lundi 17 juin à Nantes une matinée d'échanges autour de tables rondes.

Si la Dreets n'a finalement pas pu venir en raison de la période de réserve qu'en-traînent les élections législatives, Pascal Pras, vice-président en charge de l'Habitat et de l'urbanisme à Nantes Métropole et Jérôme Alemany, vice-président en charge de l'Action sociale, de l'Insertion et de la Lutte contre l'exclusion du conseil départemental de Loire-Atlantique ont pu porter les visions des collectivités territoriales, dans une zone géographique où la population a fortement augmenté depuis une dizaine d'années et qui fait face aussi à des mobilités professionnelles, liées ou pas aux activités saisonnières.

ENTRE INNOVATIONS ET DIFFICULTÉS ÉCONOMIQUES

Des acteurs associatifs ont également pu exprimer le rôle joué par les adhérents de nos quatre unions et fédérations. **Permettre l'accès à un logement au plus près des bassins d'emploi, tel est le rôle que joue le logement d'insertion dans sa diversité.** Les tables rondes ont permis de mettre en avant les innovations

développées par nos adhérents, **sans occulter les difficultés liées notamment au modèle économique des résidences sociales.** Ainsi, Pascale Renou (Agropolis), François Vaillié (Habitat Jeunes de Saint-Nazaire), Anne-Lise Bluteau et Mélanie Leroux (Association Tarmac) ont pu présenter leurs expériences, rappelant l'importance de la gestion locative sociale et de l'accompagnement qui font toute l'utilité sociale du logement d'insertion.

Impossible de parler du lien entre logement en emploi, sans inviter Action Logement, dont le représentant, Monsieur Pascal Vrignaud, vice-président du comité régional, a rappelé les aides proposées. Diba Medhahed, directeur général de ATDEC Nantes Métropole, représentait les acteurs de l'emploi, malheureusement peu présents dans la salle et a pu insister sur l'importance de l'interconnaissance avec les acteurs du logement d'insertion.

CRISE DU LOGEMENT

Les débats ont évidemment rappelé le contexte plus large dans lequel se situait cette matinée, à savoir la crise du logement. Ainsi, Myriam Plomb-Foulgoc, directrice adjointe de l'Union régionale pour l'habitat des Pays de la Loire, a souligné, chiffres à l'appui, l'impact de cette crise et l'impossibilité des bailleurs à répondre à la demande de logements sociaux. Cela conduit également à une fluidité moindre à la sortie du logement d'insertion.

DES ACTEURS MOBILISÉS

Par la rotation plus importante que dans le logement social, par la gestion locative sociale, par la proposition de logements à des travailleurs isolés, par la solvabilisation qu'il permet aux personnes logées, le logement d'insertion répond aux besoins des travailleurs, des employeurs et des collectivités territoriales. Cette matinée de réflexion ne peut donc être que le départ d'une mobilisation plus large dans la région.

En conclusion, les participants ont acté, tout d'abord, des actions régionales, portant notamment sur une meilleure connaissance des acteurs et la mise en œuvre des objectifs de développement du logement d'insertion acté dans le volet 2 du plan Logement d'Abord. **Au plan national, nos Unions continueront à se mobiliser pour renforcer le modèle économique des résidences sociales et une meilleure articulation avec les SIAO.** Des alliances seront également poursuivies avec l'ensemble des partenaires, dont l'Union sociale pour l'habitat, afin d'agir pour une relance de la production de logements, dont les premiers effets ne se feront sentir, de toute manière, que dans quelques années.

SEMAINE DES PENSIONS DE FAMILLE : BONNE HUMEUR ET CONVIVIALITÉ AUX QUATRE COINS DE FRANCE

La 4^e édition de la Semaine des pensions de famille s'est déroulée du 27 mai au 2 juin derniers. Un rendez-vous désormais fixé au printemps et qui a permis de mobiliser résidents, partenaires associatifs, institutionnels et grand public partout en France. Retour en images.



Ces moments sont importants pour fédérer le collectif. En plus de ce tournoi de pétanque, on a organisé pour la première fois une journées portes ouvertes.

Les résidents étaient partants, ils ont géré eux-mêmes la visite de la résidence, certains ont même ouvert la porte de leur logement et tout le monde a passé un super moment.



ISABELLE MAUDET

Coordinatrice des habitats collectifs,
Habitat & Humanisme

RENDEZ-VOUS AU BOULODROME

À Angers, six gestionnaires du Maine-et-Loire (Habitat & Humanisme, Aide Accueil, Abri la Providence, Adoma, Anjou Insertion Habitat et l'UDAFA) s'étaient donné rendez-vous à Trélazé pour un concours départemental de pétanque. Plus de 80 participants sont venus « titiller le cochonnet » et partager un repas.





Nous avons voulu créer un joyeux melting-pot pour ce rendez-vous. On avait proposé aux résidents d'inviter leurs familles et leurs amis, et on en a aussi profité pour accueillir l'EHPAD voisin. Le vélo à smoothie a tourné à plein régime toute la journée, tout comme le stand de gaufres et le photobooth.

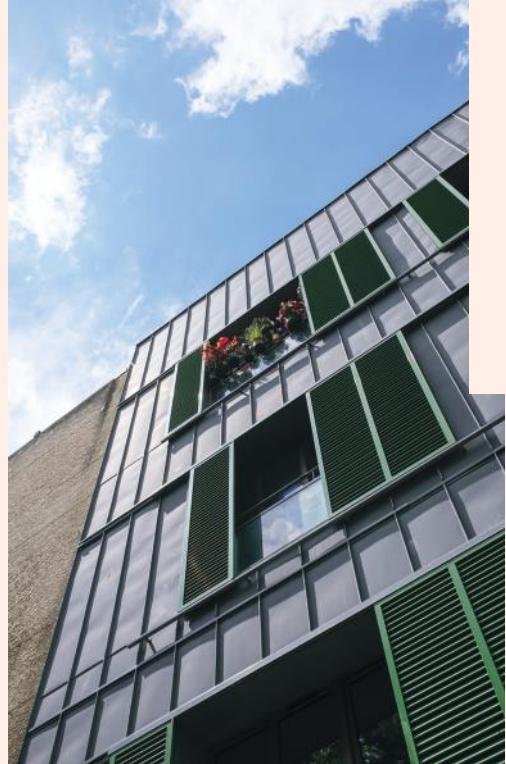


CAROLE MARESCHAL

Responsable Développement Social, Direction Territoriale Bourgogne-Franche-Comté Adoma

PLACE À L'ESPRIT DE COUBERTIN

Année olympique oblige, c'est à la pension de famille Marseille de Belfort que se sont déroulées les « Adom'ades », une journée mêlant activités sportives et ateliers animés par de jeunes espoirs du ski de fond vosgien. Ski à roulettes, boulodrome, jeté de sac, lancer de cerceau, course de garçon de café, tir à l'arc, construction en bois : autant de défis relevés dans la bonne humeur pour la soixantaine de participants venus de tout le département.



UNE JOURNÉE POUR DÉCOUVRIR LA VIE D'UNE PENSION DE FAMILLE

À l'occasion des 70 ans d'Emmaüs Solidarité, la pension de famille Javel (Paris) a ouvert ses portes pour une journée riche en échanges. Les visiteurs ont pu aller à la visite des lieux avec les résidents, rentrer dans certains logements et visionner un petit film intitulé « C'est quoi une pension de famille ? ». L'occasion d'en apprendre plus sur le dispositif et ses occupants entre deux visites au stand de crêpes et un atelier « tawashi ».





UN FESTIVAL EN PLEIN AIR

Un moment entre résidents : c'était le principe du « festival des pensions de famille » organisé par Adoma, l'Avitarelle, Isatis, Gammes, Gestare, Habitat & Humanisme et le Groupe SOS.

Plus de 150 personnes avaient fait le déplacement jusqu'au parc Montcalm de Montpellier pour partager un repas et danser au son des rythmes latinos du groupe El Origen.



66

Ce moment entre nous nous tenait à cœur. Toute la semaine, les pensions de famille s'étaient organisées de telle manière à ce que nos journées portes ouvertes ne se déroulent pas en même temps. Le dernier jour, c'était le moment pour les résidents, sans professionnels, sans institutionnels. Tout le monde était à l'aise, il a fait très beau, il y a eu de la danse et surtout beaucoup de pétanque.



55

ABDOU BERICHI



DOSSIER

FAMILLES MONOPARENTALES : le Logement Accompagné s'adapte pour mieux les accueillir

C'est une donnée qui en dit long sur l'évolution de la cellule familiale en France : en 2020, l'Insee estimait le nombre de familles monoparentales à près de 2 millions, soit 1 famille sur 4 – un chiffre qui a plus que doublé depuis les années 90. Derrière cette réalité sociologique, c'est toute la société française qui doit s'adapter, à commencer par le secteur du logement où les typologies construites depuis des décennies ne correspondent pas à ces besoins.

...



REPÈRES



1 famille sur 4
en France est une famille
monoparentale
(chiffres Insee 2020).



Les dispositifs de Logement Accompagné sont de plus en plus sollicités pour accueillir ces publics, même si le faible nombre de logements de grande taille limite les possibilités.



Les nouveaux projets de Foyers de Jeunes Travailleurs (FJT) doivent désormais intégrer des places dédiées à ces publics, mais la mobilisation du secteur est plus large.

■■■

Si le Logement Accompagné a naturellement ouvert ses portes à ces publics souvent touchés par la précarité, **le secteur a dû revoir ses pratiques comme son bâti.** « Au départ, nous nous sommes trompés en pensant qu'il s'agissait d'accueillir des jeunes travailleuses comme les autres », se souvient Ariane Eksli, directrice de l'ingénierie sociale et de la communication de l'ALJT dont les dispositifs sont dédiés à l'accueil des moins de 30 ans. « Les questions de la parentalité et la place de l'enfant ont été sous-estimées alors qu'elles sont absolument centrales ».

Quelle place pour les enfants ?

Il faut dire que faute de statut juridique et de retours d'expérience significatifs, les gestionnaires ont dû dans un premier temps improviser la prise en charge de ce public, chacun fixant un cadre plus ou moins restreint pour préserver l'équilibre social au sein de leurs structures. Si à l'ALJT le choix a été fait de n'accueillir que des enfants en bas âge (jusqu'à 6 ans maximum au moment de l'entrée) pour éviter qu'ils ne circulent seuls au sein de ses FJT, d'autres acteurs comme Adoma n'ont pas fixé de limite d'âge – même si l'accueil des plus jeunes est plus adapté à la typologie des logements.



TÉMOIGNAGE

FATIM FANNY

Résidente à l'ALJT Crétel de 2020 à 2024

« Les conseillères (de l'ALJT) ne m'ont pas lâchée, elles m'ont portée à chaque étape »

La mission locale m'a orientée vers l'ALJT quand j'étais enceinte de six mois. On était quatre mamans célibataires, les premières à s'installer dans la résidence. Quand je suis arrivée, on m'a tout de suite prise en charge, l'équipe m'a aidée pour les démarches administratives, l'installation, les premiers mois avec mon fils aussi, le temps que je trouve mes marques...

Je pensais que ça n'allait durer qu'un temps mais en fait les conseillères ne m'ont pas lâchée, elles m'ont portée à chaque étape, quand j'ai repris les études, quand j'avais des soucis pour payer mon loyer, pour me nourrir ou pour trouver une nounou, elles m'ont aidée à trouver des solutions.

Évidemment, c'était donnant-donnant, c'était aussi à moi de montrer que j'avais la volonté de m'en sortir. Mais les liens qui se sont tissés au fil du temps sont d'autant plus forts : ces personnes ont été ma famille. Je viens juste de quitter la résidence, j'ai trouvé un logement autonome et je poursuis mes études de RH en alternance. Mais pas question de couper les ponts, je reviendrai les voir dès que j'en aurai l'occasion.



La limite émotionnelle n'est pas toujours facile à fixer en tant que professionnel, on noue des liens très particuliers avec les parents comme avec les enfants.



CAROLINE DUMONCHAUX
Habitat & Humanisme



En matière d'accompagnement, les besoins ne sont effectivement pas les mêmes selon l'âge des enfants », confirme Claire Diop, cheffe de département du pôle Ingénierie Sociale chez Adoma. « La difficulté d'accès à un mode de garde constitue un des premiers freins dans l'insertion des parents isolés, impactant ainsi leur employabilité ».

Des partenariats indispensables au quotidien

Les professionnels du Logement Accompagné n'étant pas des spécialistes de la petite enfance, chacun s'est attelé à fédérer autour de soi des réseaux de partenaires pour faciliter l'accompagnement des enfants comme des parents. Collaboration renforcée avec les services de Protection maternelle et infantile (PMI), convention avec des crèches ou des associations spécialisées, travail de proximité avec les écoles, formation des équipes aux questions de la parentalité : **autant de leviers qui permettent de traiter des sujets qui viennent s'ajouter à la gestion locative sociale plus classique** autour de l'accès aux droits et aux soins, de l'apprentissage du français ou de l'insertion professionnelle.



EN BREF UNE OFFRE QUI TARDE À S'ADAPTER

Si la part globale des familles monoparentales au sein du Logement Accompagné reste relativement faible, cela s'explique par l'histoire-même de ces dispositifs pensés avant tout pour accueillir des personnes seules. « Les possibilités d'accueil de familles avec enfant sont déterminées par la typologie des logements ; au regard des besoins locaux, la part des T1bis tend à augmenter dans les nouvelles résidences sociales ». **Claire Diop**



« On a appris à intégrer cette question de la parentalité et de la présence des enfants au quotidien », explique Caroline Dumonchaux qui co-gère une résidence Habitat & Humanisme à Toulouse. La structure, dédiée à l'accueil des familles monoparentales, partage ses espaces collectifs avec la pension de famille voisine et avec des logements sociaux qui accueillent des seniors ainsi que des personnes en situation de handicap. « Les enfants amènent une pulsion de vie, ils jouent, font du bruit, cohabitent facilement avec tout le monde car ils n'ont aucun préjugé vis-à-vis des autres. Bien sûr, on doit gérer cette énergie : on ne peut pas accompagner les mamans ou les papas si on n'a pas permis

aux enfants de trouver leur place, mis en place la scolarisation ou trouvé des places en crèche ».

Des vies qui continuent, avec leurs joies et leurs aléas

À la prise en compte de cette spécificité s'ajoute la réalité de publics touchés par la précarité et par des difficultés de parcours qui peuvent parfois impacter le quotidien en s'invitant dans les résidences. « Depuis 10 ans, on constate une réelle évolution des profils qui nous sont orientés par les SIAO, avec de plus en plus de personnes qui relèveraient plutôt des CHRS », reprend Caroline Dumonchaux.

« Les problèmes d'addictions, de prostitution, de violences se multiplient. Quasiment toutes les mamans que nous accueillons ont subi des violences, beaucoup ne parlent pas français ou très peu ce qui complexifie l'accompagnement ».

Chez Adoma, près de la moitié (45 %) des 2 100 familles monoparentales accueillies au sein des résidences (soit environ 3 % des ménages) sont bénéficiaires des minimas sociaux, et seulement 32 % sont en situation d'emploi, souvent précaire ou à temps partiel, « ce qui rend d'autant plus difficile les possibilités de sortie vers du logement pérenne » rappelle Claire Diop.



La scolarité, l'aide aux devoirs, la prévention de la santé infantile ou la question de la maltraitance intrafamiliale sont des sujets spécifiques à l'accompagnement de ces publics.

 CLAIRE DIOP
Adoma

« Il est également fréquent que la famille s'agrandisse suite à de nouvelles naissances donnant lieu à des situations de suroccupation, du fait de l'inadéquation de la taille des logements devenu trop petits ».

Face à la hausse des demandes, les gestionnaires se mobilisent donc en intégrant plus de logements de grandes tailles dans leurs nouveaux projets ou en imaginant des structures spécifiques comme celle d'Habitat & Humanisme. De leur côté, la CNAF et la Drihl ont également fixé des objectifs pour les nouveaux foyers de jeunes travailleurs. « Tous nos projets intègrent désormais des places

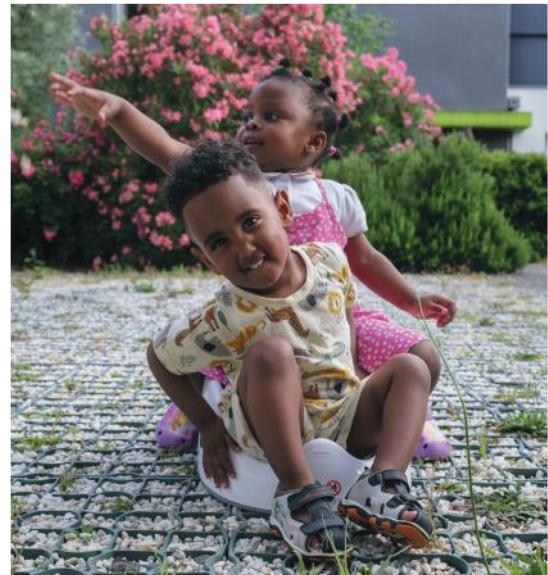


Un impact positif sur le quotidien

Dans tous les cas, que les gestionnaires aient opté pour des résidences dédiées ou des places dans des structures généralistes, il apparaît évident que la prise en charge des familles monoparentales ne peut se penser de manière isolée. « Au départ on a voulu développer des places partout, mais ce n'est pas une bonne chose d'isoler ces familles dans un collectif trop grand », reprend Ariane Eksl. « Désormais, nous avons fixé un minimum de 6 logements dédiés, et pas de maximum ».

« La mise en place d'un accompagnement sur-mesure nécessite d'avoir plusieurs familles réunies sur un même site », conclut Caroline Dumonchaux qui a accompagné pendant plusieurs années des familles au sein d'une résidence sociale. « Cela justifie la mise en place d'ateliers ou d'animations dédiées, et cela permet de renforcer la solidarité entre les familles et avec l'ensemble des résidents ».

dédiées, avec un fléchage prioritaire sur les résidences de taille moyenne où l'accueil est plus simple et où l'on peut compter sur la présence d'un professionnel à temps plein », complète Ariane Eksl. « En parallèle, nous avons arrêté une stratégie de développement qui vise à adapter 1% de nos logements, avec au minimum un projet d'adaptation par an ».





LA SANTÉ : UN ENJEU MAJEUR

**Les gestionnaires de Logement Accompagné sont de plus en plus nombreux à intégrer des médiateurs santé à leur fonctionnement pour mieux accompagner les résidents et soutenir les équipes.
Retour sur trois expériences terrain concluantes.**

Une approche entre santé et bien-être

Pensée initialement comme une expérimentation sur douze mois, cela fait maintenant six ans que l'association AATES a intégré une médiatrice santé pour accompagner les résidents de ses quatre pensions de famille de Haute-Savoie. « Dans ces dispositifs, les problèmes de santé physique comme psychologique sont une composante majeure de l'accompagnement », rappelle Maeva Lambole, responsable du Pôle Social. « Nos professionnels n'étant pas des spécialistes de la santé, nous voulions leur apporter un soutien quotidien sur ce sujet souvent complexe mais en ayant quelqu'un qui fasse partie de l'équipe, qui puisse suivre les situations dans la durée et participer à la vie des résidences ».

À raison d'un jour de présence par semaine sur chaque site, Audrey Rouquette, intervient donc auprès des résidents sur les questions de santé, en lien avec les dispositifs et les spécialistes du territoire. « La plus grosse partie de mon travail consiste à accompagner les prises de rendez-vous et à faire la pédagogie du langage médical », explique la médiatrice en santé. « Beaucoup appréhendent d'aller chez le médecin, par crainte d'être jugés ou stigmatisés par le corps médical. Certains sont éloignés des soins depuis des années, ne parlent pas toujours français, ils ont donc besoin d'être rassurés et accompagnés ».

Financé grâce à un conventionnement de l'ARS sur quatre ans, récemment renouvelé, le poste a permis de cimenter le quotidien des pensions de famille. « Nous avons fait

évoluer le profil d'un poste très médical à un travail sur le « mieux être » qui intègre des sujets plus larges comme les soins, l'alimentation, le bien-être dans le logement, le vivre ensemble... Cela permet de toucher plus facilement des gens réfractaires aux questions de santé », reprend Maéva Lambole.

Apporter un appui psychologique au quotidien

Du côté d'AMLI, une expérimentation a été menée avec la mise en place d'une équipe mobile psycho-sociale assurée par un travailleur social et une infirmière notamment sur les résidences accueil.

L'association qui a développé de longue date des partenariats avec le secteur médico-social et mis en place des



alternatives à l'hospitalisation voulait répondre à la progression des situations complexes sur son parc et celui des bailleurs auprès desquels l'association intervient. « Nous avons vite été confrontés à la limite de l'exercice du métier d'infirmière dans un dispositif de Logement Accompagné sans acte médical », raconte Chahida Boulaar, directrice des Politiques d'Accompagnement. « Nous avions surtout besoin d'un professionnel qui puisse avoir une lecture complémentaire de la situation de nos travailleurs sociaux, surtout sur les questions d'ordre psychologique et psychiatrique qui sont de plus en plus prégnantes dans ces structures ».

Aussi, l'association a fait le choix dès 2017, de recruter deux psychologues, une clinicienne et une spécialisée dans les psycho-traumatismes, et de s'appuyer en parallèle sur des partenariats pour le reste du volet médical plus « classique ». Les deux postes sont financés par la DDEETS de Moselle, et leur périmètre a été élargi à l'ensemble des dispositifs de l'AMLI - y compris les résidences sociales, les pensions de famille et le diffus. « L'idée est d'apporter un premier diagnostic, de gérer en interne ce qui peut l'être et d'orienter vers le droit commun ensuite quand nécessaire », précise Chahida Boulaar.

« Leur présence a un effet très favorable sur les équipes qui comprennent mieux ce qu'est la santé mentale, les mots à poser, ce qui peut être fait et vers qui se tourner en cas de besoin ».

Un poste mutualisé entre plusieurs gestionnaires

En Gironde, six structures (Adoma, CCAS de Bordeaux, Croix-Rouge, Diaconat, Habitat & Humanisme, Revivre) ont fait le choix de se partager les services d'une

infirmière. « J'interviens au sein du réseau girondin des pensions de famille depuis 2018 », explique Cécile Meau, qui répartit son temps entre neuf résidences. « Je travaille autant sur l'accompagnement individuel des résidents que sur le volet collectif. L'irruption de troubles psychologiques ou de besoins en soins palliatifs peut mettre à mal le collectif, il s'agit donc d'améliorer les parcours de soin. En parallèle, je fais de la veille, propose aux équipes des formations et m'attache à créer un réseau de partenaires vers qui se tourner en cas de besoin ».

De la veille réglementaire à l'identification d'aides ou de dispositifs permettant de financer la prise en charge de certains soins en passant par des formations pour mieux appréhender les questions de santé mentale ou gérer le deuil, **le rôle joué par l'infirmière au quotidien se révèle crucial pour les équipes de terrain**. « La complexité des parcours de vie des publics accueillis en pension de famille génère des complexités de suivi qui peuvent dépasser nos compétences », confirme Camille de Lamarlière, responsable de la Maison Saint-Fort d'Habitat & Humanisme. « La présence de Cécile est précieuse pour faire du préventif mais aussi en cas de crise, cela nous permet de nous délester d'une partie de la tension, de nous appuyer sur quelqu'un qui sait avoir du recul ».

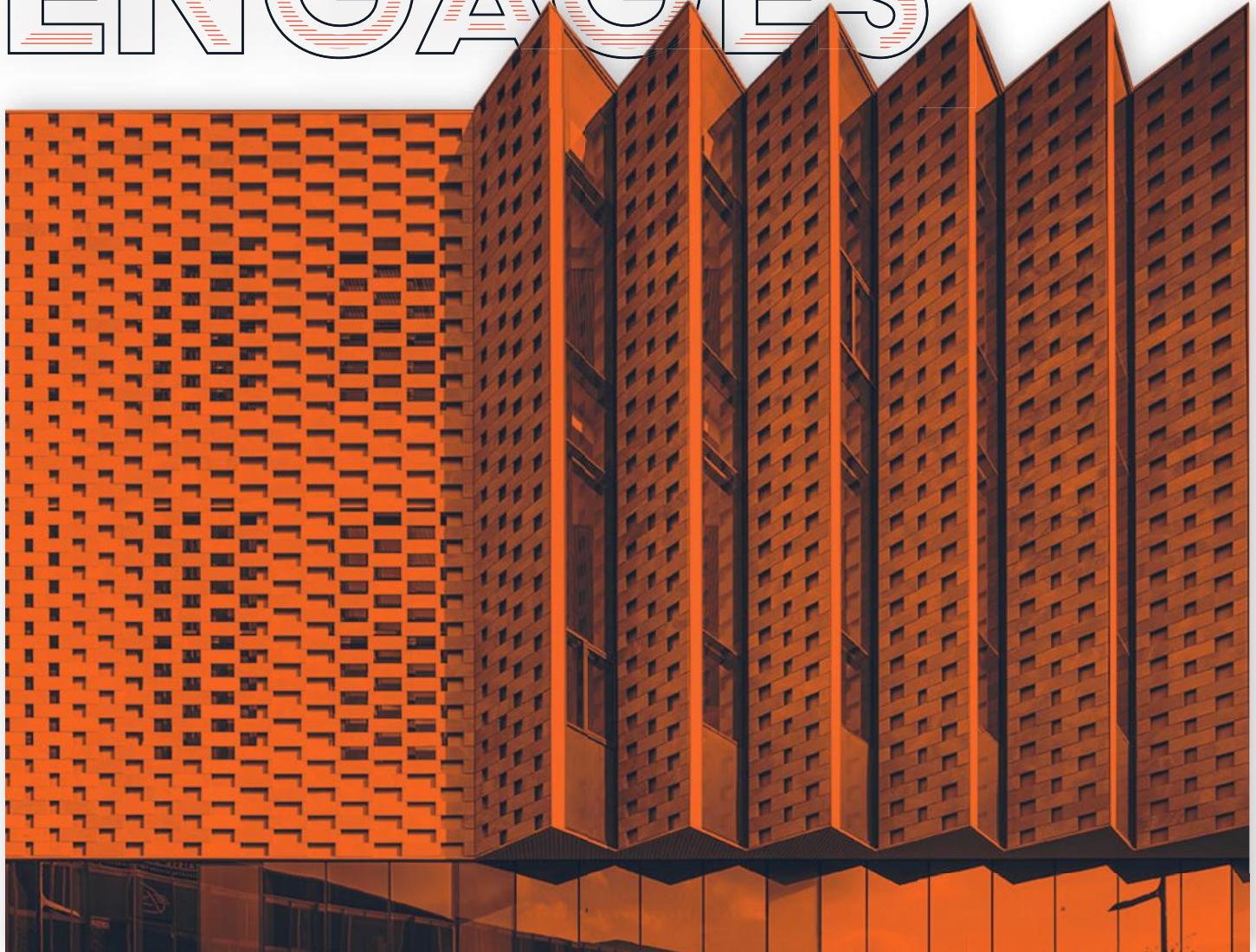


Le poste n'étant pas subventionné, une des associations a choisi de porter la mutualisation au niveau RH et la professionnelle a élargi son spectre d'intervention à davantage de logements pour prévenir l'éventuel désistement d'un des partenaires. « Je suis une demi-journée par semaine sur chaque pension de famille et je me réserve une journée pour les urgences ou les imprévus », conclut Cécile Meau. « Sur le terrain, les publics et les travailleurs sociaux se sont habitués à ma présence, j'essaie donc de pérenniser mon intervention à leurs côtés autant que possible ».

À une époque où les difficultés s'accumulent et où la recrudescence des décompensations peut mettre à mal la sécurité des résidents comme des équipes des gestionnaires, **la présence des médiateurs de santé apparaît plus que jamais comme une nécessité**. L'Unafo milite pour l'élargissement de ces modèles par le biais d'un financement dédié.



ENGAGÉS



RENCONTRES DU LOGEMENT ACCOMPAGNÉ 2024

DU 2 AU 4 DÉCEMBRE 2024

rencontres-unafo.org

METZ
CENTRE DE CONGRÈS
ROBERT SCHUMAN